



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 24 MARS 2021  
GEMEENTERAAD VAN 24 MAART 2021

NOTES EXPLICATIVES  
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

24.03.2021/A/0001 **Installation d'un Conseiller communal; vérification des pouvoirs et prestation de serment.**

Le Conseil,

Vu la délibération du 13 janvier 2021 par laquelle le Conseil a pris acte du courrier du 17 décembre 2020 de M. Geoffroy CLERCKX dans lequel il démissionne de ses fonctions de Conseiller communal ;

Attendu qu'il convient de procéder à son remplacement au sein du Conseil communal ;

Considérant que le premier suppléant de la liste MR Open Vld, Mme Derya BULDUK, a renoncé à siéger ;

Considérant que le deuxième suppléant de la liste est M. Halit AKKAS ;

Constata que M. Halit AKKAS est belge, qu'il est âgé de 40 ans et qu'il est domicilié dans la commune, rue Joseph Dekeyn 52 ;

Attendu qu'il réunit, par conséquent, les conditions d'éligibilité, de capacité et de compatibilité requises par la loi ;

En conséquence, vérification faite de ses pouvoirs, nous vous convions, Mesdames, Messieurs, à les valider.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Voorrangstabel.pdf, Tableau préséance.pdf, Casier judiciaire.pdf, Certificat résidence.pdf*

---

24.03.2021/A/0002 **Communication.**

---

**Mededeling.**

---

24.03.2021/A/0003 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 10 février 2021; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 10 février 2021, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 10 februari 2021; goedkeuring.**

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 10 februari 2021. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*PV 10.02.2021.pdf*

---

24.03.2021/A/0004 **Association intercommunale sous forme de société coopérative à responsabilité limitée « Vivaqua » ; remplacement des représentants de la commune au sein de l'Assemblée générale.**

Le Conseil,

Vu l'article 120 § 2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les articles 51 et suivants de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 janvier 2019 portant désignation de deux administrateurs au conseil d'administration de l'association intercommunale « VIVAQUA », soit les Messieurs Abdesselam SMAHI et Yves BASSAMBI ;

Vu la décision du Conseil communal du 13 février 2019 portant désignation des deux personnes précitées en qualité de représentants de la Commune à l'Assemblée générale de « VIVAQUA » ;

Vu le courrier du 19 février 2021 par lequel l'association intercommunale « VIVAQUA » porte à la connaissance de la Commune l'adoption de nouveaux statuts sociaux par son Assemblée générale extraordinaire du 4 juin 2020, et plus particulièrement la modification de l'article 28 de ces statuts, lequel ne permet plus que les administrateurs-trices qui ont été ou qui seront nommé(e)s à VIVAQUA ne peuvent plus être également désigné(e)s par leur commune pour la représenter en qualité de délégué(e) à l'Assemblée générale ;

Qu'il est également précisé que la prochaine Assemblée générale de cette structure se réunira le 3 juin 2021 ;

Considérant que les Messieurs Abdesselam SMAHI et Yves BASSAMBI représentent actuellement la Commune au sein du conseil d'administration et de l'Assemblée générale de cette structure ;

Qu'au regard de la disposition précitée, il convient de pourvoir à leur remplacement au sein de l'Assemblée générale de « VIVAQUA » avant le 3 juin 2021 ;

Décide :

- 

De remplacer les Messieurs Abdesselam SMAHI et Yves BASSAMBI en qualité de représentants de la commune de Saint-Josse-ten-Noode à l'Assemblée générale de

l'association intercommunale dénommée « Vivaqua » par les personnes suivantes :

Mme/M.

Mme/M.

•

De notifier la présente à la structure susvisée.

---

**Intercommunale vennootschap onder de vorm van coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid « Vivaqua » ; vervanging van de vertegenwoordigers van de gemeente in de Algemene vergadering.**

De Raad,

Gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op artikelen 51 en volgende van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 januari 2019 betreffende de aanduiding van twee bestuurders in de raad van bestuur van de intercommunale vennootschap « VIVAQUA », hetzij de heren Abdesselam SMAHI en Yves BASSAMBI ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 13 februari 2019 betreffende de aanduiding van de twee voornoemde personen als vertegenwoordigers van de Gemeente in de Algemene Vergadering van « VIVAQUA » ;

Gelet op de brief van 19 februari 2021 waarbij de intercommunale vennootschap « VIVAQUA » de Gemeente in kennis stelt van de goedkeuring van nieuwe sociale statuten door haar buitengewone Algemene vergadering van 4 juni 2020, en meer bepaald van de wijziging van artikel 28 van deze statuten, waardoor de bestuurders die bij VIVAQUA benoemd zijn of zullen worden benoemd, niet langer door hun Gemeente kunnen worden aangeduid om haar als afgevaardigden te vertegenwoordigen in de Algemene vergadering ;

Dat tevens wordt bepaald dat de volgende Algemene Vergadering van deze structuur zal bijeenkomen op 3 juni 2021;

Overwegende dat de heren Abdesselam SMAHI en Yves BASSAMBI momenteel de Gemeente vertegenwoordigen in de raad van bestuur en de Algemene vergadering van deze structuur;

Dat het, gelet op bovengenoemde bepaling, aangewezen is om vóór 3 juni 2021 in hun vervanging te voorzien binnen de Algemene Vergadering van « VIVAQUA » ;

Beslist :

•

Om de heren Abdesselam SMAHI en Yves BASSAMBI als vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Joost-ten-Node in de Algemene vergadering van de intercommunale vennootschap genaamd « Vivaqua » te vervangen door de volgende personen :

Mevr./Dhr.

Mevr./Dhr.

•

Om deze beslissing bekend te maken aan de bovenvermelde structuur.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Décisions Conseil 16.01 et 13.02.2019.pdf, Courrier VIVAQUA 19-02-2021.pdf*

---

24.03.2021/A/0005 **Décision du 9 décembre 2020 relatif à l'autorisation de l'utilisation du parc de caméras existant sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, d'autoriser le placement et l'utilisation des 10 caméras supplémentaires sur la voie publique sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode et d'autoriser l'utilisation de bodycams pour la période de test sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode ; modification.**

Le Conseil,

Vu les articles 117 et 135 de la nouvelle Loi Communale ;

Vu le loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation des caméras de surveillance, et ses modifications ultérieurs ;

Vu l'arrête royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'image de caméras de surveillance ;

Vu la loi sur la fonction de police et plus précisément les articles 14 et suivants, l'article 25 et l'article 44 et 46 ;

Vu la décision du Conseil communal du 9 décembre 2020 portant le dispositif suivant :

- *de donner son autorisation de principe quant au parc de caméras existant sur la voie publique, les caméras de surveillance sur les bâtiments de police et les caméras ANPR mobiles existantes dont l'inventaire figure annexé;*
- *de donner son autorisation de principe quant à l'installation et l'utilisation de dix nouvelles caméras fixes sur la voie publique dont l'inventaire figure annexé;*
- *de donner son accord de principe quant à l'installation et l'utilisation de bodycams par tous les membres du personnel opérationnel au sein de la Zone de Police BRUXELLES-NORD, sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, durant la période de test allant jusqu'à février 2021 ;*

- *de transmettre la présente décision à la Zone de Police BRUXELLES-NORD, qui la portera à la connaissance du procureur du Roi et à l'Organe de Contrôle de l'Information policière.*

Vu le courrier du 05 février 2021 adressé à la Commune par le Chef de corps de la Zone de Police Bruxelles Nord par lequel celui-ci demande la modification de la décision précitée, et plus particulièrement la partie consacrée à la période de test des bodycams en la prolongeant jusqu'au 31 mars 2021 en lieu et place du 28 février 2021 prévu initialement ;

Qu'il est relevé dans ce courrier que pour des raisons administratives indépendantes de la volonté de la Zone de Police, la période de test n'a débuté que le 15 janvier 2021 alors que celle-ci devait débuter au courant du mois de novembre 2020 ;

Qu'il est dans ces conditions raisonnable et justifier de prolonger la période de test liée à l'installation et l'utilisation de bodycams jusqu'au 31 mars 2021 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide:

- de modifier le point 3 du dispositif de la décision du Conseil communal du 9 décembre 2020, afférent aux bodycams, de la manière suivante : « de donner son accord de principe quant à l'installation et l'utilisation de bodycams par tous les membres du personnel opérationnel au sein de la Zone de Police BRUXELLES-NORD, sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, durant la période de test allant jusqu'au 31 mars 2021 » ;
- de transmettre la présente décision à la Zone de Police BRUXELLES-NORD, qui la portera à la connaissance du procureur du Roi et à l'Organe de Contrôle de l'Information policière.

---

**Beslissing van 9 december 2020 betreffende de toelating van het gebruik van het bestaande camerapark op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, de plaatsing en het gebruik van de 10 extra camera's op de openbare weg op het grondgebied van de gemeente, alsook de toelating van het gebruik van bodycams voor de testperiode op het grondgebied van de gemeente ; wijziging.**

De Raad,

Gelet op artikelen 117 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, en latere wijzigingen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt en latere wijzigingen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 2018 betreffende de aangiften van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en betreffende het register van de beeldverwerkingsactiviteiten van bewakingscamera's ;

Gelet op de wet op het politieambt en inzonderheid artikelen 14 en volgende, artikel 25 en artikel 44 en 46 ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 9 december 2020 houdende de volgende bepaling :

- om haar principiële toelating te verlenen voor het bestaande camerapark op de openbare weg, de bewakingscamera's op de politiegebouwen en de bestaande mobiele ANPR-camera's, waarvan de inventaris in de bijlage werd toegevoegd ;
- om haar principiële toelating te verlenen voor de installatie en het gebruik van tien nieuwe vaste camera's op de openbare weg, waarvan de inventaris in de bijlage werd toegevoegd ;
- om haar principeakkoord te verlenen voor wat betreft de installatie en het gebruik van bodycams door alle operationele personeelsleden van de Politiezone BRUSSEL-NOORD, op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, tijdens de testperiode tot februari 2021 ;
- om deze beslissing door te zenden naar de Politiezone BRUSSEL-NOORD, die ze ter kennis zal brengen van de procureur des Konings en van het Controleorgaan op de Politiezone Informatie.
- 

Gelet op de brief van 05 februari 2021 gericht aan de Gemeente door de Korpschef van de Politiezone Brussel-Noord waarbij deze laatste de wijziging vraagt van de voornoemde beslissing, en meer bepaald van het gedeelte met betrekking tot de testperiode van de bodycams om deze te verlengen tot 31 maart 2021 in plaats van het oorspronkelijk voorziene 28 februari 2021 ;

Dat in deze brief wordt opgemerkt dat de testperiode om administratieve redenen buiten de wil van de Politiezone pas op 15 januari 2021 is ingegaan, terwijl deze in de loop van de maand november 2020 had moeten beginnen;

Dat het in deze omstandigheden redelijk en verantwoord is om de testperiode voor de installatie en het gebruik van bodycams te verlengen tot en met 31 maart 2021;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist:

- om punt 3 van de beslissing van de Gemeenteraad van 9 december 2020, betreffende de bodycams, als volgt te wijzigen : “om haar principeakkoord te verlenen voor wat betreft de installatie en het gebruik van bodycams door alle operationele personeelsleden van de Politiezone BRUSSEL-NOORD, op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, tijdens de testperiode tot 31 maart 2021” ;
- om deze beslissing door te zenden naar de Politiezone BRUSSEL-NOORD, die ze ter kennis zal brengen van de procureur des Konings en van het Controleorgaan op de Politiezone Informatie.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Courrier Zone de police 5-02-2021.pdf, DC 9 décembre 2020.pdf*

---

24.03.2021/A/0006 **Règlement Général de Police commun aux 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale (RGP commun) ; Protocole d'accord ; ratification.**

Le Conseil,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Considérant que cette loi dispose, dans son article 3, 1° et 2°, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions visées d'une part aux articles 398, 448, et 521, alinéa 3, du Code pénal, et d'autre part aux articles 461, 463, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 561, 1°, 563, 2° et 3° et 563bis, du Code pénal ;

Considérant que l'article 23, § 1er, 1er alinéa, de la loi du 24 juin 2013 prévoit que le conseil communal peut ratifier un protocole d'accord conclu entre le procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestres et Echevins ;

Considérant le protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par des mineurs, 16 ans accomplis au moment des faits conformément, tel que repris en annexe ;

Considérant le protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par des majeurs tel que repris en annexe ;

Considérant que ces protocoles d'accord, dont le Roi fixe les modalités et le modèle, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sont une convention établie entre le collège des Bourgmestres et Echevins et le procureur du Roi compétent concernant les infractions mixtes ;

Considérant que ces protocoles d'accord respectent l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci ;

Considérant que ces protocoles d'accord ont fait l'objet d'un consensus lors d'une conférence des Bourgmestres à la fin de l'année 2019 ;

Considérant qu'il est de l'intérêt des zones de police de travailler avec un protocole d'accord identique à l'ensemble des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il est de l'intérêt des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale de travailler ensemble avec un protocole d'accord identique ;

Considérant qu'il est de l'intérêt du Parquet de travailler avec un protocole identique dans les dix-neuf communes ;

Considérant surtout qu'il est de l'intérêt du citoyen de se voir appliquer un protocole d'accord identique quel que soit l'endroit où il se trouve dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le Procureur général a émis un avis positif sur le présent projet de protocole d'accord ;

Décide :

De ratifier le protocole d'accord conclu entre le Procureur du Roi de Bruxelles et le Commune tel que repris en annexe.

---

**Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement voor de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Gemeenschappelijk APR) ; protocolakkoord; goedkeuring.**

De Raad,

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Overwegende dat deze wet in artikel 3, 1° en 2° bepaalt dat de gemeenteraad in zijn reglementen of ordonnances een administratieve sanctie kan voorzien voor de

overtredingen bedoeld in enerzijds de artikelen 398, 448 en 521, lid 3, van het Strafwetboek en anderzijds in de artikelen 461, 463, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 561, 1°, 563, 2° en 3° en 563bis van het Strafwetboek ;

Overwegende dat artikel 23, § 1, lid 1, van de wet van 24 juni 2013 bepaalt dat de gemeenteraad een protocolakkoord tussen de bevoegde procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen kan goedkeuren ;

Overwegende het protocolakkoord betreffende de gemeentelijke administratieve sancties in geval van gemengde overtredingen door minderjarigen die op het moment van de feiten tenminste 16 jaar oud zijn, zoals opgenomen in de bijlage ;

Overwegende het protocolakkoord betreffende de gemeentelijke administratieve sancties in het geval van gemengde overtredingen door meerderjarigen, zoals opgenomen in de bijlage;

Overwegende dat deze protocolakkoorden, waarvan de modaliteiten en het model door de Koning bij een besluit overlegd in de Ministerraad worden vastgesteld, een overeenkomst vormen tussen het college van burgemeester en schepenen en de bevoegde procureur des Konings betreffende de gemengde inbreuken;

Overwegende dat deze protocolakkoorden alle wettelijke bepalingen respecteren betreffende de procedures voorzien voor overtreders en niet van hun rechten kunnen afwijken ;

Overwegende dat deze protocolakkoorden het voorwerp hebben uitgemaakt van een consensus tijdens een conferentie van de Burgemeesters eind 2019;

Overwegende dat het in het belang van de politiezones is om te werken met een protocolakkoord dat identiek is in alle 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat het in het belang is van de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om samen te werken met een identiek protocolakkoord ;

Overwegende dat het in het belang is van het Parket om in alle negentien gemeenten met een identiek protocol te werken ;

Overwegende vooral dat het in het belang van de burger is dat overal in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een identiek protocolakkoord op hem van toepassing is ;

Overwegende dat de Procureur-generaal een positief advies heeft uitgebracht over dit ontwerp van protocolakkoord ;

Beslist :

Om het protocolakkoord goed te keuren tussen de Procureur des Konings van Brussel en de Gemeente zoals opgenomen in de bijlage.

*6 annexes / 6 bijlagen*

*2 - Infractions mixtes - Liste FR.pdf, 2 - Infractions mixtes - Liste NL.pdf, 1 - SAC - Protocole majeurs NL.pdf, 1 - SAC - Protocole d'accord mineurs FR.pdf, 1 - SAC - Protocole majeurs FR.pdf, 1 - SAC - Protocole d'accord mineurs NL.pdf*

---

24.03.2021/A/0007 **Service de la rénovation urbaine; Politique de la Ville par le développement des quartiers ; programme pluriannuel (2021-2025); Approbation de la convention définissant les modalités de subvention.**

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du programme pluriannuel (2021-2025) de la politique de la ville par le développement des quartiers, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en

séance du 05 mars 2020, a décidé d'octroyer à la commune la subvention de 2.781.995,13 € ;

Ce montant constituait un accord de principe qui devait être confirmé par un arrêté de subventionnement définitif lors de l'approbation de la candidature ;

Le dossier de candidature a été approuvé par le Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 08 décembre 2020 et la candidature a été déposée le 15 décembre 2020 ;

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté, par son arrêté du 25 février 2021, notre programme et une subvention de 2.781.995,13 € nous a été octroyée ;

La commune doit approuver la convention et la retourner signée au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

La liquidation d'une première tranche de 556.399,03 €, prévue par l'article 3 de l'arrêté, sera exécutée dès réception de la Convention « Politique de la Ville 2021-2025 » signée par les deux parties ;

Sur proposition du Collège communal, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous inviter à :

- Approuver la convention;
- Charger le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, de signer la convention annexée, ainsi que tous les documents s'y rapportant.

---

**Dienst voor stadsvernieuwing; stadsbeleid via wijkontwikkeling;  
meerjarenprogramma (2021-2025) Goedkeuring van de overeenkomst tot bepaling  
van de subsidiemodaliteiten.**

Mevrouwen, Mijne Heren,

In het kader van het meerjarenprogramma (2021-2025) van het stadsbeleid via wijkontwikkeling, heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in zitting van 5 maart 2020 beslist om aan de gemeente een subsidie van 2.781.995,13 € toe te kennen ;

Dit bedrag vormde een principe-akkoord dat bij de goedkeuring van de aanvraag door een definitief subsidiebesluit moest worden bevestigd ;

Het aanvraagdossier werd door het College van Burgemeester en Schepenen goedgekeurd in zitting van 08 december 2020 en de aanvraag werd ingediend op 15 december 2020 ;

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering heeft bij besluit van 25 februari 2021 ons programma goedgekeurd en ons een subsidie van 2.781.995,13 € toegekend ;

De gemeente dient de overeenkomst goed te keuren en ondertekend terug te zenden naar de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ;

De uitbetaling van een eerste schijf van 556.399,03 €, voorzien in artikel 3 van het besluit, zal worden uitgevoerd na ontvangst van de door beide partijen ondertekende overeenkomst "Stedelijk beleid 2021-2025";

Op voorstel van het Gemeentecollege hebben wij de eer, dames en heren, u uit te nodigen om :

- De overeenkomst goed te keuren ;
- Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, te belasten met de ondertekening van de bijgevoegde overeenkomst, alsook alle bijhorende documenten.

14 annexes / 14 bijlagen

*Annexe 1 - CP 20201020 La Commune de Saint-Josse booste les primes à la rénovation.pdf, Annexe 2-Tableaux financiers.pdf, 2020-12-08 Approbation et introduction du dossier de candidature 2021-2025.pdf, 2021-03-08 Rapport signé.pdf, 2020-12-07 Fiches projets NDL.pdf, 2020-12-07 Diagnostic NDL ok.pdf, 2021-03-09 arrêté Subvention.pdf, 2020-12-15 Diagnostique version FR.pdf, 2020-03-13 Programme 2021-2025 ordonnance-signed.pdf, 2020-12-07 Fiches projets FR.pdf, 2020-12-07 Légendes NDL.pdf, 2021-03-05 Convention.pdf, 2020-12-15 Rapport Candidature Programme Pluriannuel 2021-2025.pdf, Annexe 1 - PB 20201020 De Gemeente Sint-Joost trekt haar renovatiepremies op.pdf*

---

24.03.2021/A/0008 **Service Rénovation Urbaine ; Projet ; Contrat Ecole ; Signature de la convention avec l'asbl. La Mission Locale de Saint-Josse-ten-Noode.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'approbation du nouveau programme régional de rénovation urbaine, le Contrat Ecole, le 23 novembre 2017 par le Gouvernement Régional Bruxellois ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'ordonnance du 16 mai 2019 relative au Contrat Ecole ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2019 accordant un subside à la Commune de Saint-Josse d'un montant de 587.750,00€ dans le cadre du programme de Contrat Ecole ;

Considérant que ce programme a pour objectif d'intégrer au mieux une école dans son environnement et son quartier, par des aménagements du site scolaire et de son périmètre avoisinant ;

Considérant les projets d'investissement et d'actions ;

Considérant que parmi ses projets on retrouve « Pop-up Micro entreprises » ;

Considérant que le porteur de ce projet est la Mission Locale pour l'emploi de Saint-Josse-ten-Noode via un transfert de subvention de la Commune d'un montant total de 100.000,00€ et ce pour la durée du projet « Contrat Ecole » ;

Considérant que pour cela il y a lieu de signer une convention entre la Commune et "la Mission Locale de Saint-Josse-ten-Noode" afin de fixer les modalités de financement ;

Décide :

- D'approuver la convention entre la Commune et l'asbl "La Mission Locale de Saint-Josse-ten-Noode", reprise en annexe ;
- D'autoriser le Bourgmestre et le Secrétaire communal à réaliser, au nom du Collège communal, l'ensemble des actes s'y rapportant dont, et de manière non limitative, la signature de la convention précitée.

---

**Dienst voor Stadsvernieuwing ; Project ; Schoolcontract ; Ondertekening van de overeenkomst met de vzw "La Mission Locale de Saint-Josse-ten-Noode".**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;  
Gelet op de goedkeuring van het nieuwe gewestelijke programma voor stadsvernieuwing, het Schoolcontract, op 23 november 2017 door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ;  
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen ;  
Gelet op de ordonnantie van 16 mei 2019 in verband met het Schoolcontract ;  
Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2019 tot toekenning van een subsidie aan de Gemeente Sint-Joost voor een bedrag van 587.750,00 € in het kader van het programma van het Schoolcontract ;  
Overwegende dat het doel van dit programma is om een school zo goed mogelijk te integreren in haar omgeving en haar wijk, door inrichtingen van de schoolsite en de omliggende perimeter ;  
Overwegende de investerings- en actieprojecten ;  
Overwegende dat één van deze projecten "Pop-up Micro ondernemingen" is ;  
Overwegende dat de drager van dit project de Lokale Werkwinkel van Sint-Joosten-Node is via een subsidieoverdracht van de Gemeente voor een totaal bedrag van 100.000,00€, en dit voor de duur van het project "Schoolcontract" ;  
Overwegende dat hiervoor een overeenkomst tussen de Gemeente en de "Mission locale de saint-Josse-ten-Node" moet worden ondertekend om de financieringsvoorwaarden vast te stellen ;

Beslist :

- Om de hierbij gevoegde overeenkomst goed te keuren tussen de Gemeente en de vzw. "La Mission locale de Saint-Josse-ten-Noode" ;
- Om de Burgemeester en de Gemeentesecretaris toe te staan om, in naam van het Gemeentecollege, alle bijhorende akten te ondertekenen en, op niet-limitatieve wijze, de voornoemde overeenkomst.

*8 annexes / 8 bijlagen*

*Logo Perspective.png, PTA fiche 3 coordinateur.pdf, PTA fiche 5 bienvenue à l'école.pdf, Convention ML NL.pdf, Convention ML FR.pdf, 2019-12-12 Arrêté Gouvernement.pdf, PTA fiche 6 pop up mico entreprises.pdf, 2021-03-21 - confirmation repartition budg (Perspectives).pdf*

---

24.03.2021/A/0009 **Contrat de sécurité et de prévention ; convention 2020 entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et l'asbl Transit.**

Le Conseil communal,

Vu que les Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention conclus entre l'Etat fédéral et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode viennent d'être prolongés pour l'année 2020, suite à la publication au Moniteur Belge du 01/02/2021 de l'arrêté ;

Vu qu'une partie des subsides, dans le cadre de la prolongation de ces plans, est destinée à l'asbl Transit pour mener à bien ses missions qui consistent à :

- être un centre de crise et d'urgence pour les usagers de drogues ;
- être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7 ;
- être un centre d'accueil et d'orientation ;

- proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;  
- accompagner les usagers de drogues dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale ;  
Vu que, pour l'année 2020, la partie de subside à transférer à l'asbl Transit est de 13.457,32 € ;  
Considérant le travail effectué par l'asbl Transit dans le cadre des Plans Stratégiques de Prévention et de Sécurité,

Décide :

D'adopter, pour l'année 2020, la convention entre la Commune de Saint-josse-ten-Noode et l'asbl Transit.

---

**Preventie -en Veiligheidscontract ; overeenkomst 2020 tussen de gemeente Sint-Joost-ten-Node en de vzw Transit.**

De Gemeenteraad,

Gezien dat de Strategische Veiligheids- en Preventie Plannen gesloten tussen de federale Overheid vanwege de publicatie in Het Belgisch Staatsblad van de 01/02/2021 van het besluit ;  
Gezien op grond van deze verlenging een deel van de door de Gemeente ontvangen subsidies bestemd voor het bereiken van de doelstellingen te voldoen :

- een spoed- en crisiscentrum bieden voor druggebruikers ;
- op laagdrempelige wijze onderdak bieden voor korte termijn, een dienst die op elk uur en op iedere dag beschikbaar is ;
- een centrum voor onderdak en oriëntatie bieden ;
- sociale, psychologische en administratieve bijstand bieden ;
- druggebruikers bijstaan in de stappen die leiden naar een verbetering van hun socio-economische integratie ;

Gezien voor het jaar 2020 de aan vzw Transit over te dragen subsidie €13.457,32 bedraagt ;  
Overwegende het door vzw Transit gerealiseerde werk binnen het kader van de Strategische Veiligheids- en Preventie Plannen ;

Beslist :

De overeenkomst voor het jaar 2020 tussen de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en vzw Transit goedgekeurd.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*KB Verlenging SVPP - publicatie BS.pdf, Transit convention 2020 fr.pdf, Transit convention 2020 nl.pdf*

---

24.03.2021/A/0010 **Enseignement - A.T.L. (Accueil Temps Libre); Tutorat primaire; convention de collaboration pour l'année 2021 avec l'asbl Schola ULB.**

Le Conseil communal,

Vu la mise en place de séances de Tutorat primaire au sein des écoles fondamentales communales depuis le mois d'octobre 2011 pour les élèves de 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> primaire ;

Considérant qu'une convention de collaboration entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et l'asbl Schola ULB est élaborée chaque année afin de fixer les modalités de mise en place et de gestion du dispositif ;

Vu le souhait des deux parties de poursuivre le partenariat au cours de l'année civile 2021 ;  
Attendu qu'il convient dès lors de signer une nouvelle convention de collaboration ;  
Vu l'estimation budgétaire globale d'un tel dispositif s'élevant à 81.000 € soit 53.440 € en ce qui concerne les prestations des étudiants-tuteurs et de 27.560,00 € en ce qui concerne les prestations des enseignants-coordonateurs ;  
Considérant qu'une participation financière des parents s'élevant à 50 ou 70 € par an en fonction du nombre de jours dispensés par semaine est prévue par ladite convention ;

Décide :

- D'approuver la nouvelle convention fixant les modalités de partenariat entre la Commune et l'asbl Schola ULB pour l'année 2021.
- D'approuver la tarification de la participation financière des parents.
- D'imputer la dépense des prestations des étudiants-tuteurs ainsi que des frais de coordination à l'article 7613/124-48 du budget ordinaire de l'exercice 2021.
- D'imputer la dépense des prestations des enseignants-coordonateurs à l'article 7220/111-08 du budget ordinaire de l'exercice 2021.
- De charger le Collège de signer la nouvelle convention de collaboration.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Convention Commune-Schola ULB 2021.pdf*

---

24.03.2021/A/0011 **Dispositif d'Accrochage Scolaire 2020-2021 (D.A.S.) - Renforcement ; Signature de la convention de mise à disposition de la subvention.**

Le Conseil,

Vu l'octroi à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, sise Avenue de l'Astronomie, 12-13 à 1210 Bruxelles, d'une subvention globale de **23.268,00 €** allouée par la Région de Bruxelles-Capitale pour couvrir les frais liés au projet « Réintégrer l'école » du Dispositif d'accrochage scolaire – Renforcement 2020-2021 (D.A.S.) du Lycée Guy Cudell ;

Vu la nécessité de signer une convention portant sur la période du 15/09/20 au 31/12/21 afin d'obtenir ladite subvention ;

Vu que la subvention de **23.268,00 €** sera liquidée en deux tranches :

- une première tranche de 80% du montant de la subvention sur base d'une déclaration de créance de 18.614,40€ ;
- une deuxième tranche de 20% du montant de la subvention après réception et analyse du rapport d'évaluation intermédiaire des activités menées au cours du dernier semestre 2021 et des pièces justificatives y relatives, sur base d'une déclaration de créance de 4.653,60€ ;

Vu la nécessité et l'obligation de faire approuver cette convention par le Conseil communal lors de sa prochaine séance du 10 février 2021 ;

Décide,

- de marquer son accord de principe sur le texte de la convention ci-annexée ;

- de présenter ladite convention au prochain Conseil communal du 10 février 2021.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*STJOS projets DAS +.docx, Appel à projet - DAS - Renforcement.docx, Lycée Guy Cudell - Candidature signée.pdf, Convention\_Saint-Josse\_FR.pdf*

---

24.03.2021/A/0012 **Contrat communal de Cohésion sociale Avenant n° 4 ; approbation.**

Le Conseil,

Vu sa décision du 30 novembre 2015 relative à l'adoption du Contrat communal quinquennal de Cohésion sociale portant sur la période 2016-2020;

Vu l'adoption du nouveau Décret de la Commission communautaire française relatif à la Cohésion sociale du 30 novembre 2018 entrant en vigueur au 1er janvier 2023;

Vu la décision de la Commission communautaire française de prolonger les contrats communaux de cohésion sociale pour le quinquennat 2016-2020 jusqu'au 31 décembre 2021, selon les enveloppes telles que reprises à l'article 2 de l'Arrêté 2015/907 de la Commission communautaire française;

Vu l'Arrêté 2020/223 du 23 avril 2020 prolongeant les contrats communaux de Cohésion sociale visés par l'Arrêté 2015/907 précité;

Vu l'annonce d'une asbl de se retirer du Contrat communal de Cohésion sociale ;

Vu la proposition d'ajouter le montant de 17.500 €, disponible, suite au désengagement de ladite asbl , à la Réserve communale à partir de 2021, et ce jusqu'à la fin du Contrat communal de Cohésion sociale 2016-2020 ;

Vu la consultation des membres de la Concertation locale, le 26/01/2021, sur la proposition de transfert de subsides à la Réserve communale et l'approbation à l'unanimité ;

Vu l'Avenant n°4 établi à cet effet;

Décide,

d'adopter l'Avenant n°4 reprenant le transfert du montant de 17.500 €, disponible suite au désengagement d'une asbl du Contrat communal, à la Réserve communale – dont le montant s'élève à 74.071 € - à partir de 2021, et ce jusqu'à la fin du quinquennat 2016-2020.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*mail - désengagement turkish lady.pdf, Contrat communal Initial 2016-2020.pdf, 2021.02. - AVn°4SAINT-JOSSE-ContratCommunal2016\_2020.pdf, RC Avenant #4.pdf*

---

24.03.2021/A/0013 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup>a de la

loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

---

**Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup>a van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Info Conseil - Collège 09.03.21.pdf, Info Conseil - Collège 09.02.21.pdf, Info Conseil - Collège 02.03.21.pdf, Info Conseil - Collège 23.02.21.pdf*

---

24.03.2021/A/0014 **Décisions relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver ces dépenses :

#014/16.0.2021/B/0021# :

Covid-19; Achat de tests salivaires pour la détection du virus SARS-CoV-2 ; Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale ; Revu de la décision du 21/01/2021.

#014/09.03.2021/B/0048# :

Mission d'expertise - Stabilité des bâtiments voisins au chantier de bâtiment sis au 6-10, rue du Vallon (2021/4075) ; Approbation des conditions, du mode de passation et attribution du marché ; Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

---

**Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgaven.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan

goed :

#014/16.02.2021/B/0021# :

Covid-19; Aankoop van speekseltests voor de opsporing van het SARS-CoV-2 virus ; Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe gemeentewet ; herzien van de beslissing van 21/01/2021.

#014/09.03.2121/B/0048# :

Expertisemissie - Stabiliteit van aangrenzende gebouwen op de bouwplaats gelegen op 6-10, Kleine Dalstraat (2021/4075); Goedkeuring van de voorwaarden, de aanbestedingswijze en gunning van het contract; Toepassing van artikel 249 van De Nieuwe Gemeentewet.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*16.02.21 - 0021.pdf, 09.03.2021 - 48.pdf*

---

24.03.2021/A/0015 **Budget communal pour l'exercice 2021.**

L'ordre du jour appelle l'examen du rapport suivant du Collège :  
Saint-Josse-ten-Noode, le 16 mars 2021.

Mesdames, Messieurs,

Nous vous présentons le projet de budget communal pour 2021.

Conformément à l'article 96 de la Nouvelle Loi communale et à l'arrêté du 28 octobre 2005 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la présentation du budget des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ce projet comprend :

- le budget ordinaire fonctionnel et économique ;
- le budget extraordinaire ;
- les tableaux récapitulatifs ;
- le descriptif du programme extraordinaire 2021 et ses modes de financement ;
- les annexes légales prévues par l'article 7 de l'arrêté 28 octobre 2005 cité ci-dessus, lesquelles comprennent la synthèse du budget 2021 (rapport visé à l'article 96 NLC) ainsi que l'avis de la Commission du Budget conformément à l'article 12 de l'A.R. du 12 août 1990 portant règlement général de la comptabilité communale ;
- les annexes prévues par la circulaire de l'autorité de tutelle régionale du 27 juillet 2020 relative à l'élaboration des budgets communaux pour l'année 2021, comprenant le note d'orientation et de politique budgétaire 2021.

Nous soumettons, Mesdames, Messieurs, ce projet de budget 2021 et ses annexes à votre vote.

---

**Gemeentebegroting voor het dienstjaar 2021.**

Volgens de dagorde dient volgend Collegeverslag onderzocht :  
Sint-Joost-ten-Node, 16 maart 2021.

Mevrouwen, Mijne Heren,

Wij stellen u het ontwerp voor van de gemeentelijke begroting 2021.

Overeenkomstig artikel 96 van de Nieuwe gemeentewet en het besluit van 28 oktober 2005 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de voorstelling van de begroting van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dit ontwerp omvat :

- de gewone functionele en economische begroting ;
- de buitengewone begroting ;
- de samenvattende tabellen ;
- de beschrijving van het buitengewoon programma 2021 en zijn financieringswijzen ;
- de wettelijke bijlagen voorzien door artikel 7 van het hierboven vermelde besluit van 28 oktober 2005, die de synthese bevatten van de begroting 2021 (verslag bedoeld in artikel 96 NGW) alsook het advies van de Begrotingscommissie overeenkomstig artikel 12 van het KB van 12 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit ;
- de bijlagen voorzien door de omzendbrief van de gewestelijke toezichthoudende overheid van 27 juli 2020 met betrekking tot de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor het jaar 2021, met inbegrip van de oriëntatie-en beleidsnota van de begroting 2021.

Wij leggen u, Mevrouwen, Mijne Heren, dit ontwerp van begroting 2021 en zijn bijlagen ter stemming voor.

*8 annexes / 8 bijlagen*

*budget 21 Ordinaire Fonctionnel et économique 14 mars 2021 FR et NL.pdf, B21\_avis à la population.pdf, NPB 2021-V210315-FR-NI.docx, NPB 2021-V210315-FR-NI NL16032021 Modif.docx, SYNTHESE BUDGET 2021 FR et NL\_21-03-15.pdf, budget 21 Ordinaire détaillé 14 mars 2021 FR et NL.pdf, B21\_Livre extra 2021\_Collège 16 février 2021\_FR et NL\_21-02-15.pdf, budget 2021 cahier d'annexes (16 janvier 2021).pdf*

---

24.03.2021/A/0016 **Covid doet begroting in het rood duiken; interpellatie ingediend door Dhr Frederic Roekens, Gemeenteraadslid.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Covid doet begroting in het rood duiken.docx*

---

24.03.2021/A/0017 **Aide au déplacement des personnes fragilisées dans le cadre de la vaccination contre la Covid-19 » ; interpellation introduite par M. Yves Bassambi, Conseiller communal.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Aide au déplacement - Y. Bassambi.pdf*

---

24.03.2021/A/0018 **Culture tennodoise : des fonds patrimoniaux ? ; interpellation introduite par M. Pascal Lemaire, Conseiller communal.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Culture tennodoise \_ des fonds patrimoniaux \_ .pdf*

---

24.03.2021/A/0019 **Travail de sensibilisation dans nos écoles contre l'homophobie ; interpellation introduite par Mme Zoé Genot, Conseillère communale.**

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Homophobie - Z. Genot.pdf*

---

24.03.2021/A/0020 **Gros paquet de nuisances rue de la Poste ; interpellation introduite par M. Pascal Lemaire, Conseiller communal.**

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Gros paquet de nuisances rue de la poste.pdf*

---

24.03.2021/A/0021 **Nouveau service au sein de la mission locale ; interpellation introduite par Mme Malika Mhadi, Conseillère communale.**

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Nouveau service - M. Mhadi.pdf*

---

24.03.2021/A/0022 **Les Bains de Saint-Josse : un lieu de sport et un lieu de travail; interpellation introduite par M. Jean-Michel Muhire, Conseiller communal.**

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Bains - JM Muhire.pdf*

---

24.03.2021/A/0023 **Chantier rue du Vallon : suites et leçons pour le futur ; interpellation introduite par M. Pascal Lemaire, Conseiller communal.**

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Chantier rue du Vallon \_ suites et leçons pour le futur.pdf*